

Alors que s'ouvre, vendredi 16 septembre, à Bratislava, le sommet des Vingt-Sept destiné à relancer le projet européen après le Brexit, l'Union européenne cherche un nouvel élan et à sortir d'une crise autant morale que politique

Peut-on encore sauver l'Europe ?

Aux jeunes générations de faire revivre les valeurs des fondateurs

La focalisation sur la croissance économique occulte les réalisations de l'Union européenne en matière de normes environnementales, de santé et de promotion des droits de l'homme.

A la jeunesse de régénérer l'idéal

Par **JACQUES DELORS**

Le vote britannique n'est que la dernière des graves crises qui ont secoué l'Europe ces dernières années. Il doit être vu comme un signal d'alarme montrant la nécessité d'engager un débat existentiel sur la façon dont nous pouvons revenir aux valeurs qui ont fondé l'Europe et même les renforcer face à la montée du nationalisme, du populisme et du sentiment antieuropéen.

Nous croyons qu'il est primordial de placer notre planète et ses populations, plutôt que les valeurs boursières et une croissance économique purement nominale, à la base de notre vision de l'Europe. Cette idée n'a en réalité rien de nouveau : après le premier sommet de Rio, nous avons déjà entrepris de construire une Europe fondée sur les trois dimensions du développement durable, économique, sociale et environnementale. Depuis 1995, cette vision s'est effacée progressivement en faveur d'une focalisation toujours plus étroite sur la croissance économique.

En conséquence, les réalisations de l'Europe, leader mondial en termes de normes environnementales, de lutte contre le changement climatique, de santé et de protection des consommateurs, d'élimination de la pauvreté et de promotion des droits de l'homme, en sont venues à être considérées non comme des succès à célébrer, mais comme de la paperasserie qui doit être éliminée dans l'intérêt de gains économiques à court terme.

Les dirigeants qui se rassembleront le 16 septembre à Bratislava pour débattre du futur de l'Europe doivent s'accorder sur une nouvelle vision positive de l'Europe, afin de renouer le dialogue avec les citoyens européens et de regagner leur confiance. C'est à cela que les appelle un groupe de plus de 170 organisations de la so-

ciété civile, réuni par WWF, Concord, la Confédération européenne des syndicats et le Forum européen de la jeunesse. Je me joins à cet appel parce que je partage leur souhait [panda.org].

Pour que l'Europe retrouve un nouveau souffle, une attention particulière doit être portée à la jeune génération qui, au Royaume-Uni comme dans le reste de l'Europe, est attachée à ces valeurs et se sent européenne, mais qui ne s'engage pas dans le combat politique, faute d'y croire encore. C'est elle qui, mieux que quiconque, pourra porter un renouveau de l'Europe, et c'est elle qu'il faut convaincre de s'engager dans ce combat pour un monde meilleur.

AUDACE ET DÉTERMINATION

Le débat sur l'avenir de l'UE a maintenant commencé, et nous devons faire en sorte que l'Europe embrasse le changement transformationnel conduit par l'agenda mondial pour le développement durable et l'accord climatique de Paris. Ces engagements internationaux, pour lesquels les peuples, la planète, la prospérité et la paix guident l'action, doivent maintenant se traduire par un changement décisif dans la direction politique. Il appartient à l'Europe, en tant que plus grand acteur économique mondial, de montrer le chemin et de s'engager avec audace et détermination dans une stratégie globale de mise en œuvre du développement durable, qui régira l'ensemble de son action interne et externe dans les prochaines décennies.

En cette période de crise d'identité européenne, il est essentiel pour l'UE de montrer qu'elle n'est pas paralysée, mais prête à agir comme une force de premier plan dans la lutte contre les défis mondiaux du changement climatique, de l'accroissement des inégalités, et dans la lutte pour un développement durable et inclusif, pour promouvoir les droits de l'homme et pour l'assurance que personne ne sera laissé pour compte.

Nous exhortons tout le monde, et en particulier notre jeunesse, partout en Europe, à ne pas être spectateurs dans les jours et les mois à venir, mais participants actifs à la promotion d'une réponse collective aux défis auxquels sont confrontés notre continent et notre monde. ■

J

Jacques Delors est ancien président de la Commission européenne et président fondateur de l'Institut Jacques Delors

Il est urgent de rendre l'Union européenne plus transparente

Après le choc du Brexit, il faut profiter du retrait des Britanniques pour refonder l'Europe sur des bases susceptibles de convaincre les nations de se la réapproprier

Par **LOÏC ARMAND**

La décision souveraine du peuple britannique de quitter l'Union européenne a mis un terme à un mensonge idéal : l'union sans cesse plus étroite des peuples d'Europe n'était donc pas un acquis communautaire. « *Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles* », écrivait Paul Valéry, en 1919.

Force n'est-il pas de reconnaître que, juste un siècle après Verdun, nos gouvernements ne sont pas encore devenus les amis dont nous avions rêvé et qu'ils ne sont encore guère plus, en effet, que des « *associés rivaux* » ? Certes, tout le monde se défend aujourd'hui de gommer l'existence des nations, mais il reste à le dire clairement. Il est urgent d'inventer un nouveau mode collaboratif entre les partenaires du projet d'une Europe meilleure, plus proche, plus transparente, plus efficace.

L'Union européenne a trop d'institutions si elle n'est qu'une zone de libre-échange qui pourrait se satisfaire d'une convergence réglementaire permettant une libre circulation des marchandises, des services et des capitaux. Concentrer l'action européenne sur les domaines où la valeur ajoutée de l'action collective en faveur de la compétitivité est la plus nécessaire devrait être son nouveau mandat : ceux qui nous renforcent dans la compétition mondiale, dans la transition énergétique et dans la révolution digitale, mais dans le cadre d'une gouvernance plus intelligible.

Les institutions européennes sont trop éloignées des modes de décision familiers aux peu-

ples d'Europe pour aller bien au-delà. La libre circulation des hommes fait partie de cet « au-delà ». Elle n'est pas une liberté comme les autres car elle revêt un caractère politique dont l'actualité nous rappelle la cruelle évidence. Le citoyen européen n'existe pas encore, soixante ans de coopération n'y ont pas suffi. Pour prospérer – ce que nous souhaitons –, le projet européen requiert une meilleure appropriation citoyenne. Chacune des institutions doit en prendre sa part afin de rendre compte devant les peuples d'Europe et de renforcer sa légitimité.

Comment le Parlement européen peut-il exister dans toutes ses dimensions si le citoyen européen n'est encore qu'un lointain devenir ? Existe-t-il le moindre sujet européen qui ne soit national dans ses implications ? Est-il impensable de considérer qu'il devrait être à nouveau composé de délégués des Parlements nationaux des Etats membres ou est-ce une fausse bonne idée ? Comment alors concilier les deux niveaux de légitimité ? Pourquoi ne pas utiliser le quota de postes de député, laissé libre par le départ des Britanniques, pour élire autant de nouveaux députés sur la base d'une circonscription européenne ? Cela aurait de l'allure... Un Français élu par ses compatriotes et ceux des vingt-six autres pays ?

En tout cas, en ce qui concerne la zone euro, le Parlement ne devrait-il pas être investi d'une responsabilité budgétaire permettant de lever l'impôt afin d'assurer la péréquation nécessaire à la crédibilité de l'édifice ? Est-il envisageable de doter un Parlement de responsabilités de ce niveau sans un meilleur contrôle démocratique national, là où se trouve la légitimité familière ?

RECONSTRUCTION

Les affaires européennes sont devenues des affaires intérieures quotidiennes. L'exécutif national ne devrait-il pas rendre compte à son Parlement, avant chaque Conseil européen, comme le fait la chancelière allemande devant le Bundestag ? Les débats du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement ne devraient-ils pas être rendus publics afin que cha-

cun ou chacune assume devant ses mandants les positions qu'il ou elle a pris ? L'Europe peut-elle enfin se construire plus avant sans que la Commission devienne un vrai gouvernement européen responsable devant les deux chambres que sont le Conseil et le Parlement ?

La règle qui attribue un commissaire par pays est une scorie historique. Le président de la Commission ne devrait-il pas être désigné par le Conseil européen et investi, avec son gouvernement, de commissaires librement choisis par lui, par le Parlement ? Ne devrait-il pas être doté de pouvoirs de même nature que ceux d'un premier ministre dans une démocratie parlementaire pour assurer la cohésion de l'ensemble et son efficacité ?

Les institutions conçues il y a soixante ans doivent être adaptées à la réalité d'aujourd'hui. L'union des peuples d'Europe est plus nécessaire que jamais dans un monde en pleine mutation, mais elle ne se fera donc pas sans eux. Alors, ouvrons le débat, discutons des termes de la reconstruction. En France, l'élection présidentielle en donne l'occasion. La question n'est pas tant « d'être ou de ne pas être ensemble » mais avec qui, dans quelles limites géographiques et pour quoi faire dans le respect de chacun ?

Celles et ceux, parmi nos responsables politiques, qui auront le courage de poser les termes du débat, de l'engager avec réalisme et générosité, permettront la réappropriation nationale du projet européen. Il ne s'agit pas de proposer un référendum/ultimatum mais d'échanges, de dialogue, au sein de notre pays et avec nos voisins, avec nos amis allemands, bien entendu, mais pas seulement avec eux.

Les entreprises qui construisent l'Europe tous les jours le demandent et sont prêtes à y contribuer. « *Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie* », écrivait Paul Valéry. Faisons donc revivre ensemble l'esprit européen. ■



Loïc Armand est président de la commission Europe du Medef